Pétition

congés / temps de travail demi-journée de fête des mères RIFSEEP encadrement du droit de grève

Nous, agents territoriaux de la Ville de Saint-Étienne n'avons de cesse de travailler durement chaque jour au bien-être de nos concitoyens, et mettons notre volonté, notre détermination et notre professionnalisme au service de toutes et tous. L'exemplarité et notre engagement en faveur des services publics ne souffrent d'aucun défaut. Au contraire, nous avons réussi tous ensemble à nous montrer à la hauteur des enjeux que nous a opposés la crise sanitaire encore en cours.

Aussi, il ne nous paraît pas concevable qu'au travers des négociations ouvertes sur : les congés et le temps de travail, la mise en place du RIFSEEP ou encore l'encadrement du droit de grève, d'une part, et sous couvert des recommandations ou autres injonctions de la Chambre Régionale des Comptes d'autre part, nous voyions nos acquis remis en question.

C'est je soussigné(e)
Ville de Saint-Étienne travaillant dans la
direction..... agent territorial de la

certifie avoir pris connaissance de la présente pétition ainsi que de son contenu et décide de la signer afin que Monsieur le Maire s'engage sans autres formes de délais sur l'intégralité des points suivants :

- La reconnaissance de sujétions spécifique pour TOUS les métiers de la Ville de Saint-Étienne afin de permettre de garder le même nombre de jours de congé qu'actuellement et ce sans aucune augmentation du temps de travail pour CHAQUE agent territorial de la Ville de Saint-Étienne
- La sauvegarde de la demi-journée de fêtes des Mères par tout moyen à disposition de la collectivité ainsi que la mise en place de l'équivalence pour les pères
- Refuse la mise en place d'un CIA visant à nous mettre en concurrence entre nous, et l'augmentation du pouvoir d'achat de TOUS les agents de la Ville de Saint-Étienne par une augmentation de l'IFSE à l'occasion de la prochaine mise en place du RIFSEEP
- La reconduction des modalités de l'exercice du droit de grève existant sans aucunes autres formes de mesures restrictives

Signature :

le :